



<b>COORDONNÉES DU DÉBITEUR</b>
M MAGNIN VINCENT Date de naissance : 15/05/1977
<b>RÉFÉRENCE(S) SATD :</b>
Identifiant : 0899969851228 SATD n° : 20 00002 Codique : 021051
<b>SERVICE À CONTACTER :</b>
SIP BEAUNE 1 RUE GASTON ROUPNEL CS 30094 21203 BEAUNE CEDEX Références bancaires : BDFEFRPPCCT FR31 3000 1001 8321 1F00 0000 031
<b>Pour nous joindre</b> Téléphone : 03 45 42 19 22 Courriel : sip.beaune@dgfip.finances.gouv.fr Accueil du public : TLJ 8H30-12H30

SIP BEAUNE  
1 RUE GASTON ROUPNEL CS 30094  
21203 BEAUNE CEDEX

3412-054652-0102-0



DOMAINE A F GROS  
0005 R GARELLE GRANDE  
21630 POMMARD

Le 01/04/2022

Madame, Monsieur,

M MAGNIN VINCENT demeurant  
16 RUE DU CHATEAU  
21700 VOSNE-ROMANEE  
est redevable à ma caisse d'un montant total de 238,00 € dont :  
- 238,00 € garantis par le privilège du Trésor.

Vous êtes dépositaire, détenteur ou débiteur de sommes appartenant ou devant revenir à ce redevable.

En application de l'article L. 262 du livre des procédures fiscales, je suis autorisé à recouvrer ces sommes dues par voie de saisie administrative à tiers détenteur (SATD).

Il vous appartient de remplir les obligations suivantes :

- 1) **me retourner l'accusé de réception** ci-joint dûment rempli dans les plus brefs délais, sous peine d'être condamné au paiement des sommes dues par le débiteur, sans préjudice d'une condamnation à des dommages et intérêts ;
- 2) **m'informer de la présence éventuelle** d'une saisie, d'une cession des rémunérations, d'une saisie administrative à tiers détenteur ou d'une procédure de paiement direct de créances d'aliments en cours d'exécution (article L. 3252-9 du code du travail) ;
- 3) **déterminer les retenues à effectuer** en respectant la quotité saisissable (articles L. 3252-2, L. 3252-5, R. 3252-2 et R. 3252-5 du code du travail) ;
- 4) **me verser, dans les trente jours** suivant la réception de la saisie, la somme totale restant due par ce redevable, dans la limite des sommes dont vous êtes dépositaire, détenteur ou débiteur à l'égard de celui-ci. Vous êtes désormais, dans la limite de votre obligation, personnellement débiteur des causes de cette saisie envers le Trésor jusqu'au versement. Ce dernier vous libérera à due concurrence envers votre créancier. En cas de refus de paiement, votre responsabilité pourra être engagée dans les conditions fixées par l'article R. 211-9 du code des procédures civiles d'exécution.

Cette saisie emporte attribution immédiate, au profit du Trésor, de la créance saisie à concurrence des sommes pour lesquelles elle est pratiquée. La pratique ultérieure d'autres saisies ou de toute autre mesure de prélèvement, même émanant de créanciers privilégiés, ainsi que la survenance d'un jugement portant ouverture d'une procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire ne remettent pas en cause cette attribution (article L. 211-2 du code des procédures civiles d'exécution).

Si vous êtes débiteur à terme ou sous condition, vous remplirez votre obligation dès l'arrivée du terme ou la réalisation de la condition.

En cas de contestation par le débiteur auprès de vous, celle-ci est inopérante et ne remet pas en cause vos obligations mentionnées ci-dessus.

Pour toute question, vous devez impérativement contacter le service désigné dans l'encadré ci-dessus « Service à contacter ».

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de ma considération distinguée.

Le comptable public,  
NOIROT OLIVIA

#### MODES DE PAIEMENT

- **Par virement :**

- compte bancaire : FR31 3000 1001 8321 1F00 0000 031
- référence à rappeler dans l'ordre de virement : 0899969851228

- **Par chèque :**

- libellez votre chèque à l'ordre du Trésor Public et envoyez-le à l'adresse suivante : SIP BEAUNE 1 RUE GASTON ROUPNEL CS 30094 21203 BEAUNE CEDEX
- référence à joindre à votre chèque : 0899969851228
- **Par carte de paiement (CB/Visa/Mastercard) :** auprès de votre centre des finances publiques muni du présent document.

## TEXTES DE RÉFÉRENCE

Les articles L. 262 et L. 273 A du livre des procédures fiscales (LPF), les articles L. 112-4, L. 162-1, L. 162-2, L. 211-2, L. 211-3, R. 112-5, R. 162-1 à R. 162-9, R. 211-9, R. 211-19, R. 211-20, R. 211-22, R. 213-10 du code des procédures civiles d'exécution, les articles L. 3252-2, L. 3252-3, L. 3252-5, L. 3252-8, L. 3252-9, L. 3252-12, R. 3252-2 à R. 3252-5, R. 3252-37, R. 3252-38 du code du travail, l'article L. 1617-5 du code général des collectivités territoriales, l'article L. 312-7 du code de l'action sociale et des familles, l'article L. 553-4 du code de la sécurité sociale, l'article R. 423-21 du code de la construction et de l'habitation, l'article 34 de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales de propriétaires et l'article 55 de la loi n°2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificatives pour 2010 peuvent être consultés sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

### RESPONSABILITÉ DU TIERS DÉTENTEUR

**Art. L. 262 du livre des procédures fiscales-** [...] Sous peine de se voir réclamer les sommes saisies majorées du taux d'intérêt légal, le tiers saisi, destinataire de la saisie administrative à tiers détenteur, est tenu de verser, aux lieu et place du redevable, dans les trente jours suivant la réception de la saisie, les fonds qu'il détient ou qu'il doit, à concurrence des sommes dues par ce dernier.

Pour les créances conditionnelles ou à terme, le tiers saisi est tenu de verser immédiatement les fonds lorsque ces créances deviennent exigibles.

Le tiers saisi est tenu de déclarer immédiatement par tous moyens l'étendue de ses obligations à l'égard du redevable dans les conditions prévues à l'article L. 211-3 du code des procédures civiles d'exécution.

Le tiers saisi qui s'abstient, sans motif légitime, de faire cette déclaration ou fait une déclaration inexacte ou mensongère peut être condamné, à la demande du créancier, au paiement des sommes dues à ce dernier, sans préjudice d'une condamnation à des dommages et intérêts. [...]

**Art. R. 211-9 du code des procédures civiles d'exécution-** En cas de refus de paiement par le tiers saisi des sommes qu'il a reconnu devoir ou dont il a été jugé débiteur, la contestation est portée devant le juge de l'exécution qui peut délivrer un titre exécutoire contre le tiers saisi.

*Les informations recueillies pourront donner lieu à l'exercice d'un droit d'accès et de rectification auprès du centre des finances publiques et d'un droit de réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés dans les conditions prévues par la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016.*



<b>COORDONNÉES DU DÉBITEUR</b>
M MAGNIN VINCENT Date de naissance : 15/05/1977
<b>RÉFÉRENCE(S) SATD :</b>
Identifiant : 0899969851228 SATD n° : 20 00002 Codique : 021051
<b>SERVICE À CONTACTER :</b>
SIP BEAUNE 1 RUE GASTON ROUPNEL CS 30094 21203 BEAUNE CEDEX Références bancaires : BDFEFRPPCCT FR31 3000 1001 8321 1F00 0000 031
<b>Pour nous joindre</b> Téléphone : 03 45 42 19 22 Courriel : sip.beaune@dgifp.finances.gouv.fr Accueil du public : TLJ 8H30-12H30

DOMAINE A F GROS  
0005 R GARELLE GRANDE  
21630 POMMARD

SIP BEAUNE  
1 RUE GASTON ROUPNEL CS 30094  
21203 BEAUNE CEDEX



Madame, Monsieur,

J'accuse réception de la saisie administrative à tiers détenteur d'un montant de 238,00 € par laquelle vous me demandez de verser les sommes non acquittées par la personne désignée ci-dessous :

M MAGNIN VINCENT  
demeurant :  
16 RUE DU CHATEAU  
21700 VOSNE-ROMANEE

Je ne suis pas dépositaire, détenteur ou débiteur de sommes envers cette personne, pour les raisons suivantes :

Je suis dépositaire, détenteur ou débiteur de sommes envers cette personne.

• Je vous précise la situation de droit existant avec cette personne (salaire, etc) :

*SALARIE*

• Je porte à votre connaissance la ou les informations suivantes :

- Le tribunal judiciaire de ..... m'a notifié le ..... une saisie / une cession des rémunérations pour un montant de ..... euros sur ces mêmes sommes. J'en suspends immédiatement les effets jusqu'à extinction de/des créance(s) garanties par le privilège du Trésor (article R. 3252-37 du code du travail) ;
- Le comptable public de ..... m'a notifié le ..... une saisie administrative à tiers détenteur pour un montant de ..... euros sur ces mêmes sommes. J'exécute votre saisie après extinction de la saisie administrative à tiers détenteur actuellement en cours.
- Le comptable public de ..... m'a notifié, le même jour que vous, une saisie administrative à tiers détenteur pour un montant de ..... euros sur ces mêmes sommes. J'exécute ces deux saisies dans le respect des privilèges applicables.
- L'huissier de justice de ..... m'a notifié le ..... une demande de paiement direct pour obtenir le paiement d'une pension alimentaire. J'exécute votre saisie après extinction de la procédure de paiement direct actuellement en cours.
- Autre circonstance (à détailler le cas échéant) : .....

• Je procède au versement dans les conditions suivantes :

- Je réalise ce jour un VIREMENT à votre profit de ..... euros, représentant le montant de ma dette envers la personne désignée ci-dessus.
- Je vous adresse ci-joint un CHÈQUE libellé à l'ordre du Trésor public de ..... euros, représentant le montant de ma dette envers la personne désignée ci-dessus.
- Je verserai un montant de ..... euros au plus tard dans les trente jours de la présente saisie, sous peine de voir ma responsabilité engagée.
- Je verserai les fonds correspondants au plus tard dans les trente jours de la présente saisie, sous peine de voir ma responsabilité engagée.

Je verserai à l'échéance des salaires, date à laquelle ma dette envers la personne désignée ci-dessus sera devenue exigible, un montant de *238* euros.

A. *Pommard*, le *14 Avril 2028*  
(signature ou cachet du tiers détenteur)  
**SAS DOMAINE AF GROS**  
5 Grande Rue - 21630 Pommard  
SIRET 383 967 346 00016  
T.V.A. FR 84 383 967 346

